

Note : 19,5

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur le plus communément utilisé pour mesurer la croissance économique d'un territoire. Il se compose de la somme des valeurs ajoutées créées par les agents économiques présents sur ce territoire. Le niveau de vie moyen des habitants est calculé grâce au PIB par habitant. Toutefois, cet indicateur est faillible. En effet, il ne permet de déterminer le véritable niveau de vie des individus. Il masque les éventuelles inégalités dans la répartition de la richesse entre les habitants du territoire. Or, de telles inégalités existent. Elles sont issues d'inefficiences du marché qui échoue à distribuer équitablement les gains de la croissance économique. Dès lors, afin d'améliorer cette répartition et de prévenir la réalisation de l'effet Matthieu qui tend à attribuer davantage la richesse aux plus défavorisés, une régulation s'avère nécessaire. L'État intervient donc afin de limiter les déséquilibres dans la répartition des gains de la croissance économique au travers de la redistribution. Ainsi, il prélève une partie de ces gains dans le but de l'attribuer aux personnes qui en ont le moins bénéficié.

Il est alors possible de se demander dans quelle mesure la redistribution des richesses influence la croissance économique.

Si la redistribution économique s'avère nécessaire pour soutenir la croissance économique (I), elle ne doit pas brider l'activité hypothéquer la croissance potentielle (II)

Face à l'inefficacité du marché (A), la redistribution apparaît nécessaire et justifiée (B).

La théorie libérale exclue toute régulation du marché. Selon ce courant de pensée, la croissance économique assurera seule une distribution optimale de ses gains et si des inégalités existent elles seront justifiées.

La loi de Kuznets décrit une courbe en forme de cloche. Dans la première phase, l'augmentation de la croissance économique est couplée à une hausse des inégalités. Cette situation apparaît principalement dans les pays en voie de développement, au cours de la phase de take off. Ici, les gains de la croissance profitent essentiellement aux investisseurs et aux capitaux. Toutefois, la courbe vient rapidement s'inverser, marquant une diminution des inégalités. Alors, les gains de la croissance profitent également aux travailleurs et la richesse tend à se diffuser dans la société. Cette diminution des inégalités s'explique par une meilleure répartition des richesses induite par l'augmentation du capital humain des travailleurs et une meilleure productivité de leur part.

Si des inégalités demeurent, elles sont justifiées. En effet, le marché attribue à chaque acteur ce qu'il mérite. Ainsi, la richesse est répartie en fonction des gains de productivité. La main d'œuvre plus productive car plus qualifiée bénéficiera davantage de la répartition des richesses. Un exemple est le salaire d'efficacité qui motivera le travailleur à être plus productif et donc à participer au processus de création de richesses. Au contraire, le travailleur moins productif se verra attribuer une part moindre de la croissance.

Ainsi, le marché attribue de manière en théorie équitable les gains de la croissance économique, alors qu'une redistribution par l'État serait dommageable à la croissance.

Néanmoins, le marché présente des inefficiences qui rendent nécessaire la redistribution des richesses, afin de favoriser la croissance et la croissance potentielle.

D'abord, la redistribution tend à augmenter la consommation des ménages les moins favorisés. En effet, les tranches de la population les moins favorisées ont une propension supérieure à consommer, alors que les franges les plus aisées ont tendance à épargner. La redistribution à leur profit permet donc de soutenir leur consommation. Celle-ci participe ainsi à la croissance économique. Un contre exemple aujourd'hui est le développement choisi par la Chine. L'Empire du milieu s'est engagé dans une politique de croissance économique extravertie, en se fondant sur son avantage comparatif, à savoir une main d'œuvre abondante et peu coûteuse. Ne favorisant pas la répartition des richesses et ignorant toute politique de redistribution, la Chine souffre aujourd'hui d'une demande intérieure faible qui limite sa croissance potentielle. Ainsi, un marché défailant dans la répartition et une redistribution inefficace nuisent à la croissance.

Ensuite, la redistribution favorise l'augmentation du capital humain. Or, celui-ci est la source de productivité et de croissance économique. En effet, la redistribution non seulement favorise la consommation des ménages à faible revenu mais participe à la possibilité pour ceux-ci d'accéder à l'éducation et à la formation, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants. Cela conduit à la création d'une main d'œuvre éduquée, formée et finalement plus productive. Ces gains de productivité participent efficacement à l'augmentation de la croissance économique. De cette manière, la redistribution favorise la croissance par le biais de la productivité augmentée de travailleurs formés.

Toutefois, la redistribution peut nuire à la croissance économique.

Parce que la croissance peut être contrainte par le poids de la redistribution (A), il convient de la rendre plus efficiente (B).

Dans un premier temps, il est possible d'affirmer que la redistribution représente un coût qui peut peser sur la croissance économique. D'abord, celle-ci est financée par les prélèvements obligatoires. Ces prélèvements viennent impacter négativement les agents économiques qui y sont soumis. Dès lors leurs capacités économiques de consommer et d'investir sont amputées. Or, les investissements permettent des gains de productivité ainsi que des innovations qui sont favorables à la croissance économique. Ensuite, en cas de crise économique, le risque d'accroissement des déficits publics est accentué. En effet, les dépenses permettant à l'État d'assurer la redistribution augmentent, du fait de la crise qui augmente le taux de chômage et la nécessité de verser un revenu de substitution. En même temps, les recettes fiscales diminuent car l'activité économique est déprimée. Cet effet ciseau, accentué par la redistribution, est anticipé par les agents économiques. Ces anticipations les conduisent à davantage épargner en vue de l'augmentation future des prélèvements obligatoires afin de financer les déficits publics, et donc à moins consommer. Ces anticipations nuisent à la croissance. Enfin, dans un contexte de mondialisation, les effets positifs de la consommation permise grâce à la redistribution sur la croissance du pays sont limités par la propension à importer. L'effet multiplicateur keynésien sur la croissance est limité.

Dans un second temps, le coût de la redistribution peut avoir des effets désincitatifs persistants. Sur le travail d'abord dans la mesure où la redistribution tend à augmenter le salaire de réserve en dessous duquel le retour à l'emploi est découragé. Ainsi, cela n'incite pas les acteurs à devenir ou à augmenter leur productivité, bridant par là même la croissance. Sur la production ensuite où le coût de la redistribution pour les entreprises peut les inciter à délocaliser leur production vers des territoires où le taux des prélèvements obligatoires sera moins élevé car ne finançant pas la redistribution. Il est possible d'illustrer cette affirmation au travers de la courbe de Laffer. Enfin, le coût de la redistribution, nuisant à la capacité de consommation des plus favorisés, bride la théorie du déversement selon laquelle la consommation des plus riches irrigue l'activité des moins favorisés.

Dès lors, il convient de davantage équilibrer redistribution et source de croissance économique.

D'abord, il est possible de rendre la redistribution plus efficace, c'est-à-dire plus efficace et moins coûteuse. Pour cela, il convient de davantage cibler sur les ménages dont la propension à davantage consommer est la plus élevée.

Ensuite, pour que la redistribution soit possible, elle doit bénéficier de ressources au travers des prélèvements obligatoires. Il apparaît nécessaire pour les maintenir à un niveau optimal de lutter contre le contournement et l'exil fiscal, la solidarité des agents économiques d'un territoire est de cette manière renforcée.

De plus, cette politique peut être conduite dans le cadre de l'Union européenne. C'est ainsi qu'une meilleure coordination des services fiscaux, voir des politiques fiscales moins prédatrices et plus équitables, doit être mise en place entre les États membres.

Enfin, une redistribution des gains de la mondialisation peut être envisagée au plan international, entre les pays. Il s'agirait alors d'inclure dans les bénéficiaires de la mondialisation l'ensemble des États, afin de n'en exclure aucun et de participer à leur développement.

En définitive, la redistribution et la croissance économique sont des notions intimement liées. Si dans la plupart des cas elles s'accompagnent, elles peuvent parfois se nuire. La redistribution encourage la consommation autant qu'elle peut gréver les déficits publics et désinciter à l'activité économique. Mais, au-delà de la croissance réelle, c'est la croissance potentielle qui doit être ménagée. Il convient donc d'anticiper cette croissance et de rassurer les anticipations rationnelles des agents économiques.

La France dispose d'un système de redistribution des richesses efficace, même s'il doit savoir s'adapter aux évolutions du marché et du système économique afin de pérenniser la croissance économique.